L'éducation en Suède, un secteur d'activité rentable

Making business of education in Sweden

La educación en Suecia, un sector de actividad rentable

Lisbeth Lundahl

Traducteur : Sylvaine Herold

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/9142>

DOI : 10.4000/ries.9142

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2019

Pagination : 66-76

ISBN : 9782854206258

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Lisbeth Lundahl, « L'éducation en Suède, un secteur d'activité rentable », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 82 | décembre 2019, mis en ligne le 01 décembre 2021, consulté le 13 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ries/9142> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.9142>

L'éducation en Suède, un secteur d'activité rentable*

Lisbeth Lundahl

*Universités d'Umeå (Suède)
et de Turku (Finlande)*

Dans de nombreux pays, les quatre décennies passées ont vu le secteur public se transformer sous l'effet des idées néolibérales. Les principales orientations, priorités et manifestations concrètes de cette évolution varient d'un pays à l'autre et au fil du temps, mais la tendance générale est claire : une évolution vers des formes de marchandisation et de privatisation de l'éducation plus poussées et plus répandues (Verger *et al.*, 2016). La marchandisation désigne ici les processus aboutissant à la mise en concurrence de fournisseurs pour mener à bien des missions publiques et/ou au développement de systèmes de pilotage internes sur le modèle du marché et de l'entreprise par des institutions publiques. La privatisation fait plus spécifiquement référence au transfert de responsabilités de l'État vers des acteurs privés, par exemple en ce qui concerne l'offre éducative. Il convient de noter que la marchandisation, par exemple le choix scolaire et la concurrence entre établissements, peut avoir lieu dans le secteur public sans privatisation et que la privatisation n'inclut pas nécessairement la marchandisation.

La transformation du secteur éducatif sur le modèle du marché a été observée dans les pays nordiques ainsi que dans d'autres pays traditionnellement considérés comme des États providence sociaux-démocrates. On aurait pu penser que leur histoire aurait rendu ces États réticents ou hésitants face à l'idéologie et aux pratiques de la marchandisation, mais cela ne s'est avéré que partiellement. Ainsi, la Finlande, la Suède et la Nouvelle-Zélande ont adopté, à des degrés divers, des politiques de privatisation depuis les années 1980 et le début des années 1990, souvent sans grande controverse. Si la Nouvelle-Zélande fait figure de précurseur à cet égard, la Suède, avec sa privatisation vaste et rapide de l'offre éducative, est sans aucun doute l'exemple actuel le plus remarquable parmi les États traditionnellement sociaux-démocrates. En Norvège et en Finlande, par exemple, si le choix scolaire, la concurrence et la commercialisation sont clairement visibles dans le secteur éducatif, les établissements primaires et secondaires demeurent presque entièrement publics (Alexiadou *et al.*, 2019 ; Dovemark *et al.*, 2018 ; Thrupp, 2010).

La marchandisation et la privatisation de l'éducation depuis le début des années 1990, notamment la participation du secteur privé à la fourniture de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement secondaire supérieur en Suède, constituent les principaux objets de cet article. Une interrogation centrale porte notamment sur la mise en place et le maintien de cette réforme d'une rapidité et d'une portée exceptionnelles.

* Article traduit par Sylvaine Herold.

DÉCENTRALISATION, DÉRÉGLEMENTATION ET MARCHANDISATION EN SUÈDE

Au début des années 1990, la Suède a opéré un changement radical, passant d'une gouvernance centrale forte en matière éducative et d'un très petit nombre d'établissements privés à un système fortement décentralisé, favorisant le choix scolaire et la concurrence entre acteurs publics et privés. Si les réformes de décentralisation, de déréglementation et de marchandisation de l'éducation ont été menées en quelques années, elles ont été précédées d'une période plus longue, au cours de laquelle la gouvernance descendante et précise de la plupart des prérequis et du travail scolaires avait été fortement critiquée. La gauche politique soutenait que la décentralisation était nécessaire pour renforcer la démocratie locale, tandis que la droite souhaitait renverser le prétendu monopole d'État sur l'éducation, qualifié de dévastateur pour l'innovation, le progrès et l'efficacité dans le secteur éducatif (Lundahl, 2002). La vague néolibérale internationale des années 1970 et 1980 a tôt atteint le parti conservateur (Moderata Samlingspartiet, par la suite Moderaterna). La liberté de choix et les réformes éducatives figuraient donc déjà en tête des priorités de ce parti dès les années 1970.

C'est pourtant un gouvernement social-démocrate (1982-91)¹ qui a initié la première série de réformes de décentralisation et de déréglementation en 1989-1990. Ces réformes visaient à la fois à renforcer la démocratie locale et à promouvoir le développement éducatif en conférant aux municipalités et aux établissements une grande liberté pour l'affectation et l'utilisation des ressources en fonction du contexte et des besoins locaux. Un grand nombre de réglementations détaillées – portant principalement sur les conditions d'attribution des subventions d'État à des fins diverses – ont alors été rapidement supprimées. Ces réformes de décentralisation, et en particulier le transfert aux municipalités des responsabilités d'employeur vis-à-vis des enseignants et des autres membres du personnel éducatif, ont suscité de vives protestations de la part des professionnels de l'éducation, qui craignaient que les responsables politiques locaux soient peu qualifiés et engagés en matière éducative. La profonde récession économique du début des années 1990, qui a entraîné des coupes importantes dans le budget des municipalités, a encore aggravé ce tableau (Lundahl, 2002).

Par la suite, une série de réformes sur le choix scolaire, mise en œuvre par un gouvernement de coalition conservateur-libéral (1991-1994), a cherché à garantir aux parents et aux enfants la « plus grande liberté possible » de choix entre établissements publics et privés. Le ministre conservateur de l'éducation affirmait que la « stimulation de la concurrence », rendue possible par cette mesure, contribuerait à améliorer l'enseignement public et son efficacité économique (Alexiadou *et al.*, 2019). Ainsi, la concurrence et la participation du secteur privé, plutôt qu'une

1. Le parti social-démocrate a été au pouvoir en 1932-1976, 1982-1991, 1994-2006 et de 2014 à nos jours. En 1976-1982, 1991-1994 et 2006-2014, la Suède a été gouvernée par des gouvernements de coalition composés de partis non socialistes.

réglementation étatique et/ou une semi autonomie des professionnels de l'éducation, étaient considérées comme les moteurs du développement éducatif. La décision de 1995, prise par un gouvernement social-démocrate, d'interdire les frais de scolarité et de subventionner en retour à 100 % des écoles privées, reposait principalement sur des arguments de justice : aucune famille ni aucun jeune ne devrait être empêché de choisir un établissement pour des raisons économiques. Ironiquement, cette décision a néanmoins fortement contribué à faire de l'éducation un secteur d'activité rentable (Alexiadou *et al.*, 2019). S'appuyant sur des chèques éducation généreux et des règles d'autorisation libérales, le secteur des établissements privés a connu une forte expansion, mesurée par le nombre d'élèves dans les établissements dits « libres », en particulier au cours de la première décennie des années 2000 (figure 1). Cette évolution ne signifiait pourtant pas un retrait de l'État, mais plutôt que l'État et la politique publique assumaient de nouveaux rôles en tant que facilitateurs clés de la concurrence (*ibid.*). De manière surprenante, la réforme du choix scolaire a rencontré beaucoup moins de résistance du public et des forces politiques que les réformes précédentes de décentralisation.

Figure 1. Proportion d'élèves dans les établissements privés (« libres ») dans l'enseignement obligatoire et l'enseignement secondaire supérieur en Suède et à Stockholm, 1999-2017 (en %)

Source : Statistics Sweden.

Du fait du niveau élevé de financement par l'impôt, de la relative prévisibilité de la demande éducative et de l'opportunité, unique au niveau international, de faire des profits (grâce à la réduction des coûts, généralement obtenue en abaissant le ratio enseignants-élèves) sans avoir à réinvestir les surplus dans les établissements, le secteur éducatif a commencé à attirer des grandes entreprises et, de plus en plus,

des sociétés de capital-risque. En 2017, 68 % des établissements privés d'enseignement obligatoire et 86 % des établissements secondaires supérieurs privés étaient gérés par des sociétés à responsabilité limitée (Alexiadou *et al.*, 2019). En conséquence, les flux de capitaux du secteur public vers les acteurs privés se sont intensifiés. À titre d'illustration : en 2015, les municipalités suédoises ont acheté pour environ 4 milliards d'euros de services éducatifs à des fournisseurs privés, soit une augmentation de 100 % depuis 2006. Au début des années 2000, les médias de masse suédois ont de plus en plus dénoncé les aspects les plus spectaculaires de ce marché émergent de l'éducation, tels que les vastes profits, les faillites d'entreprises scolaires (dont JB Education, l'une des plus importantes chaînes d'établissements) et l'évasion fiscale. Malgré cela, la « révolution éducative » suédoise a continué de ne rencontrer qu'une faible résistance. Seul le parti de gauche (réunissant 5 à 10 % de l'électorat dans les années 2000) s'est prononcé contre la possibilité de réaliser des bénéfices dans un service public.

UNE ÉVOLUTION DÉCOURAGEANTE

Les réformes éducatives suédoises du début des années 1990 ont clairement porté leurs fruits, dans le sens où les possibilités de choisir un établissement se sont considérablement accrues, tout au moins dans les zones urbaines. L'évolution est toutefois clairement décevante à plusieurs autres égards. L'équité éducative a été et demeure un objectif central du système éducatif, mais les évaluations et les rapports montrent de manière unanime que la décentralisation et la déréglementation ont entraîné des variations inacceptables en termes de prérequis et de résultats. Partant d'un niveau élevé, les résultats scolaires moyens des élèves suédois ont nettement diminué à partir des années 1990, comme le montrent les grandes évaluations internationales (par exemple PISA et TIMSS), à la fois dans le temps et par rapport à d'autres pays, même si une certaine reprise a eu lieu au milieu des années 2010. Alors qu'elle appartenait auparavant au groupe de pays ayant la plus faible ségrégation scolaire, la Suède a été confrontée à un important phénomène d'homogénéisation au sein des établissements et de ségrégation entre établissements. La plupart des chercheurs s'accordent à dire que le système de choix scolaire a contribué à cette évolution (voir Brandén et Bygren, 2018). Les réformes précédemment mentionnées ne sont pas les seules en cause. Plus généralement, l'accentuation des différences sociales, l'arrivée massive de réfugiés dans les années 1990 et 2000, la pénurie considérable d'enseignants et le faible attrait de la profession enseignante sont d'autres facteurs importants de cette évolution, mais la décentralisation et la marchandisation du système éducatif amplifient plutôt qu'elles ne compensent les processus négatifs de ségrégation et de baisse des résultats (Östh *et al.*, 2013). Les recherches montrent par ailleurs que la marchandisation de l'éducation affecte de manière substantielle le travail interne des établissements. Par exemple, le marketing et la promotion de l'image des établissements deviennent des tâches importantes, impliquant la plupart des membres de l'établissement. Les choix éducatifs des jeunes risquent fort d'être faussés sur le marché actuel du secondaire supérieur – une jungle d'établissements, de profils et de programmes concurrents (Lundahl *et al.*, 2013). Il n'existe cependant pratiquement aucune recherche sur l'efficacité économique de la décentralisation et

des réformes de marché en Suède. Sur ces aspects, des connaissances supplémentaires sont nécessaires. Enfin, il n'existe aucune recherche montrant que la privatisation et la situation de marché actuelles ont favorisé l'innovation éducative. En dépit de ces problèmes et inconvénients, et indépendamment du fait que presque tous les autres pays ont réussi à se passer de ce type de système, la situation actuelle de marché scolaire est couramment évoquée dans la politique suédoise comme allant de soi et même comme étant nécessaire afin d'offrir aux riches un *smorgasbord*² d'alternatives éducatives. Il est également régulièrement avancé que le régime de propriété est sans importance, tant que les établissements dispensent un enseignement de qualité.

Comme cela a pu être observé au niveau international, l'évolution du système éducatif suédois dans les années 2010 a consisté en des ajustements successifs visant à corriger les imperfections du marché, lesquels, loin d'aller à l'encontre du marché, ont plutôt contribué à le renforcer. Les différents gouvernements, sociaux-démocrates comme non socialistes, ont créé des commissions chargées de proposer des mesures afin d'atténuer certaines des conséquences négatives du marché scolaire. Aucune d'entre elles n'a néanmoins abouti à des réformes ou à des révisions majeures du système actuel (il sera plus précisément question ci-dessous de l'une d'entre elles, la Commission sur l'aide sociale). Les changements les plus visibles ont consisté en un contrôle accru de la performance et de la qualité par l'État, en introduisant par exemple le contrôle et l'évaluation de la qualité, des tests et notations plus fréquents et en renforçant le rôle de manager des chefs d'établissement (Rönnerberg, Lindgren et Lundahl, 2019).

Le cas suédois soulève dès lors un certain nombre de questions : qu'est-ce qui a permis ce changement rapide et radical de politique ? Quels mécanismes ont par la suite empêché d'apporter des corrections majeures lorsque l'évolution a pris une direction tout à fait différente de celle envisagée dans les décisions de réforme du début des années 1990 ?

UNE RÉVOLUTION DES PETITS PAS

D'après le courant de l'institutionnalisme historique incrémental, les théories existantes tendent à sous-estimer l'ampleur et la portée du changement institutionnel lorsque celui-ci n'est pas lié directement à des facteurs externes plus importants.

[L]es changements graduels ou au coup par coup n'apparaissent souvent ou ne sont pris en compte en tant que changement que si nous considérons une période un peu plus longue. (Mahoney et Thelen, 2010)

La Suède en est une parfaite illustration. Comme on le verra plus loin, sa réforme du choix scolaire, introduite au début des années 1990, n'a été perçue comme un tournant majeur que beaucoup plus tard. Mahoney et Thelen (2010) distinguent plusieurs types de changement incrémental : le déplacement (*displacement*), la sédimentation (*layering*), la dérive (*drift*), la conversion (*conversion*) et l'épuisement (*exhaustion*). Les deux premiers types sont particulièrement pertinents

2. Le *smorgasbord* est un type de buffet scandinave, originaire de Suède, constitué d'une grande variété de plats. (NdT)

dans le cas présent. Le déplacement signifie que de nouveaux modèles émergent, se répandent et remettent en question les formes et pratiques organisationnelles précédemment dominantes, entraînant un changement institutionnel plus ou moins rapide. La sédimentation se réfère à des changements successifs venant ajouter de nouveaux éléments aux institutions existantes sans remplacer les précédents. Et même si, pris isolément, ces éléments peuvent paraître insignifiants, ils aboutissent à une évolution fondamentale, lorsqu'ils s'accumulent.

L'introduction du choix scolaire, des chèques éducation et des subventions pour les établissements privés (libres) a représenté un changement de type déplacement, rendu possible par le changement de majorité politique en 1991. La réforme a été décidée sans passer par une procédure préalable et normale d'examens et de préparation approfondis. À l'évidence, le nouveau gouvernement avait alors perçu une fenêtre d'opportunité pour transformer le système éducatif en un système plus libéral et n'avait pas de temps à consacrer aux expérimentations et enquêtes préalables sans risquer de laisser passer cette opportunité. Ainsi, lorsqu'en 1992 deux experts de l'OCDE ont suggéré une phase de préparation des réformes plus poussée, leur suggestion n'a rencontré que peu d'intérêt.

Nous avons eu l'impression, en parlant avec des responsables, que le gouvernement actuel aimerait agir rapidement afin d'obtenir un engagement national en faveur du choix scolaire. (OCDE, 1992)

Sur la forme, la réforme a été présentée comme un démantèlement du « monopole d'État sur l'école », mais dans les faits, elle a sans doute été considérée comme une décision à faibles enjeux. Le ministre de l'éducation qui a signé les propositions de réforme a par la suite déclaré que personne n'envisageait que de grandes entreprises lucratives deviennent des acteurs du secteur éducatif ; il s'agissait de permettre aux parents et au personnel de créer des établissements alternatifs. Lorsqu'un groupe d'experts de l'OCDE a exprimé des préoccupations, en 1992, au sujet de ces changements politiques importants, hâtifs et peu élaborés, soulignant que la ségrégation scolaire était un risque possible, les responsables gouvernementaux ont estimé qu'« il n'y avait pas lieu de s'inquiéter, car ils ne pensaient pas que plus de 3 à 5 % des élèves s'inscriraient dans des établissements privés » (OCDE, 1992). Un autre argument avancé par les mêmes responsables contre le risque accru de ségrégation dans un système fondé sur le choix était que « le peuple suédois ne laisserait pas de telles disparités advenir » (*ibid.*).

Le processus de marchandisation qui a suivi la décision prise au début des années 1990 en Suède peut, quant à lui, être qualifié de changement par sédimentation, une révolution des petits pas. Les controverses ont alors généralement davantage porté sur le niveau de subvention accordé par l'État que sur le type de société visé, sur des détails bureaucratiques plus que sur des principes idéologiques (Rönnerberg *et al.*, 2019). Comme mentionné précédemment, le nombre d'établissements libres a d'abord augmenté plutôt lentement dans les années 1990 et il s'agissait alors surtout de petits établissements isolés. Peu nombreux étaient ceux qui considéraient alors qu'il s'agissait d'un marché scolaire et l'hypothèse que de grandes chaînes d'établissements scolaires cotées en bourse s'y intéressent n'a pas été envisagée. La décision de subventionner entièrement des établissements libres prise en 1995 ne visait pas à favoriser la privatisation, mais à égaliser les opportunités de choix.

CONTEXTE POLITIQUE ET AGENTS DE CHANGEMENT DOMINANTS

La forme du changement institutionnel dépend à la fois des caractéristiques du contexte politique et des agents de changement qui dominent la scène (Thelen et Mahoney, 2010). On peut ainsi comprendre la mise en place et le maintien réussis du choix scolaire et des établissements privés comme la promotion d'un projet de liberté auprès du groupe de plus en plus important des électeurs de la classe moyenne, désireux de favoriser leurs enfants en choisissant « les meilleurs établissements ». En outre, l'absence d'alternative idéologique convaincante du côté du principal agent de changement potentiel, le parti travailliste suédois (Sveriges Arbetareparti, SAP), a également contribué au succès de la privatisation de l'éducation. Après les importantes réformes de l'aide sociale et de l'éducation menées dans les années 1960 et 1970, les sociaux-démocrates n'ont pas su formuler de nouvelles visions et contrer les accusations d'avoir créé et développé un système social à gouvernance descendante, antidémocratique et inefficace. Dans les années 1980 et 1990, l'aile droite la plus influente de la direction du SAP a progressivement adopté un modèle de modernisation proche des idées du nouveau management public. Cette orientation était loin de faire l'unanimité ; elle a été contestée au sein du parti et par d'importants dirigeants syndicaux, mais sans grand résultat.

Lorsque, après la décision de 1995 de couvrir intégralement les coûts des établissements libres, de puissants acteurs économiques ont perçu un réel potentiel de réaliser des bénéfices dans le secteur éducatif, un déplacement important a eu lieu. À partir de cet instant, les règles et les intérêts des entreprises privées sont devenus de plus en plus puissants et tout effort visant à limiter leurs opérations allait désormais rencontrer une résistance farouche et concertée. Le sort de la proposition de la Commission sur l'aide sociale de 2015, visant à limiter le profit annuel généré dans le secteur des services publics à 7 %, en est une bonne illustration. Cette proposition a suscité une mobilisation massive et efficace d'acteurs ayant des intérêts économiques dans les domaines de la santé et de l'éducation, une campagne en grande partie orchestrée par la Confédération des entreprises suédoises (Svenskt Näringsliv). Cette dernière a notamment créé une page internet relayant un appel à la mobilisation de ses membres, les incitant à écrire au gouvernement, et leur fournissant un modèle de message. Près de 20 000 messages, émanant de toutes sortes de parties prenantes, principalement de petites et grandes entreprises, ont été soumis au ministère des finances, demandant instamment que la proposition soit rejetée car elle menaçait à la fois les entreprises, l'économie suédoise et le système d'aide sociale dans son ensemble. Les mêmes arguments ont été relayés dans d'innombrables articles de débat dans les médias. Réalisant qu'il n'obtiendrait pas la majorité parlementaire nécessaire pour soutenir la réforme, le gouvernement minoritaire rouge-vert (2014-18)³ s'est abstenu de poursuivre le processus.

3. Pendant cette période, les sociaux-démocrates et les verts étaient au gouvernement, avec le soutien du Parti de gauche.

LES FACTEURS DÉTERMINANTS DE CETTE TRANSFORMATION

L'exemple suédois d'ouverture du système éducatif aux forces du marché et aux acteurs économiques est remarquable sur le plan international. Ce changement a été rendu possible, d'une part, par l'évolution du contexte social et politique et, d'autre part, par des relations de pouvoir en mutation et l'arrivée de nouveaux agents de changement puissants. Il faut toutefois sans doute ajouter à cela une certaine dose de négligence ou d'excès de confiance en la robustesse du système éducatif suédois pour expliquer pleinement cette évolution.

Évolution du contexte social et politique

Dans les années 1980, à une époque de mécontentement croissant à l'égard du système éducatif existant, l'accroissement des possibilités de choix scolaire représentait un message attrayant pour la classe moyenne suédoise, individualiste et en pleine expansion. La social-démocratie était accusée d'avoir favorisé une gouvernance éducative descendante, antidémocratique et inefficace, et n'avait que peu de visions futures de la société et de l'enseignement à proposer pour rivaliser avec l'idéologie néolibérale et ses dispositions concrètes d'amélioration.

Évolution des relations de pouvoir et nouveaux agents de changement

Au début des années 1990, le parti conservateur mais aussi progressivement le parti libéral sont devenus de puissants agents de changement, en collaborant avec les autres partis non socialistes. Favoriser le choix scolaire et mettre en place un soutien financier généreux et des règles d'autorisation libérales pour la création d'établissements privés représentaient un changement de type déplacement, qui n'a probablement pas été totalement perçu comme tel. Le choix d'interdire les frais de scolarité et de financer intégralement les établissements libres, sans toutefois réglementer la gestion de leurs bénéfices, a entraîné un déplacement important, attirant de nouveaux et puissants agents de changement représentant les grandes entreprises. En l'espace d'une décennie, une proportion importante des établissements était détenue et gérée par de grandes sociétés et chaînes à but lucratif. À partir de cet instant, les tentatives cherchant à modifier cet état des choses dans le secteur éducatif allaient être farouchement combattues par des acteurs économiques habiles et bien organisés.

La leçon à tirer de l'exemple suédois est qu'une fois que le génie du marché est sorti de sa lampe, il est très difficile de l'y faire rentrer.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ALEXIADOU N., LUNDAHL L. et RÖNNBERG L. (2019). « Shifting logics: education and privatisation the Swedish way ». In Jane Wilkinson, Richard Niesche et Scott Eacott (Eds.). *Challenges for public education: reconceptualising educational leadership, policy and social justice as resources for hope*, p. 116-131. Abingdon : Routledge.

BRANDÉN M et BYGREN M. (2018). *School Choice and School Segregation: Lessons from Sweden's School Voucher System*. Linköping University. The Institute for Analytical Sociology, IAS Working Paper Series 2018 (1).

DOVEMARK M., KOSUNEN S., KAUKO J., MAGNÚSDÓTTIR B. R., HANSEN P. et RASMUSSEN P. (2018). « Deregulation, Privatisation and Marketisation of Nordic Comprehensive Education: Social Changes Reflected in Schooling ». *Education Inquiry*, 9(1), p. 122-141.

LUNDAHL L. (2002). « Sweden: Decentralisation, deregulation, quasi-markets – and then what? ». *Journal of Education Policy*, 17(6), p. 687-697.

LUNDAHL L., ERIXON ARREMAN I., HOLM A. et LUNDSTRÖM U. (2013). « Educational marketization the Swedish way ». *Education Inquiry*, 4(3), p. 497-517.

OECD (1992). *Review of education policy in Sweden. Examiners' report and questions*. Organisation for Economic Co-operation and Development, Directorate for education, employment, labour and social affairs. Education Committee. DEELSA/ED (92)5. Paris: OECD.

RÖNNBERG L., LINDGREN J. et LUNDAHL L. (2019). « Education governance in times of marketization: The quiet Swedish revolution ». In R. Langer et T. Brüsemeister (eds.) *Handbuch Educational Governance Theorien*, p. 711-727. Wiesbaden.

THRUPP M. et IRWIN R. (Eds.) (2010). *Another Decade of New Zealand Education Policy: Where to Now?*. Hamilton : University of Waikato.

VERGER A., LUBIENSKI C. et STEINER-KHAMSI G. (2016). *World Yearbook of Education 2016: The Global Education Industry*. Oxon & New York : Routledge.

ÖSTH J., ANDERSSON E. et MALMBERG B. (2013). « School Choice and Increasing Performance Difference: A Counterfactual Approach ». *Urban Studies* 50(2), p. 407-425.